

L'hon. M. PEARSON: Nous avons pressé M. Vishinsky de questions sur ce point à l'une des dernières séances de l'Assemblée, et je pense qu'à un certain moment—c'est l'impression que nous avons eue—il a semblé vouloir se rallier à notre point de vue au sujet de l'inspection suffisante. Je me souviens qu'en une occasion, il a dit: "Envoyez vos inspecteurs périodiquement, mais périodiquement peut signifier toutes les heures, toutes les deux heures, toutes les trois heures." Il semblait vouloir blaguer à ce sujet—ils pourraient se présenter à n'importe quel moment, deux fois par jour, trois fois par jour, etc.—nous nous demandions alors s'il abandonnait son attitude antérieure dans le but de se rendre à certaines de nos objections. Nous avons tenté, sans succès, de lui faire définir son attitude à cet égard. Évidemment, il était très difficile d'obtenir cette précision lors d'une importante réunion à laquelle participaient 50 ou 60 nations. Mais c'était un point que nous désirions voir préciser, car nous croyions être sur le point de remporter d'importants succès. Cependant, nous n'avons pu obtenir de M. Vishinsky qu'il précise ce qu'il avait vraiment voulu dire par ces mots.

M. COLDWELL: Les communistes au pays ont en effet prétendu qu'il avait bien dit cela. Il s'est prononcé dans ce sens, mais toutefois il n'a jamais expliqué ce qu'il voulait dire, ce que la Russie permettrait?

L'hon. M. PEARSON: Il n'a jamais expliqué ce qu'il entendait par ces mots et il a refusé d'accepter la résolution majoritaire qui autorise l'inspection automatique et prévoit le contrôle complet par une autorité internationale qui peut déléguer un inspecteur dans n'importe quel pays en tout temps. Voilà le point vital; l'inspection entière et complète, en plus de l'abolition des armes atomiques. La prétention des "partisans de la paix" voulant que nous nous y opposions est fausse. Si l'U.R.S.S. désirait faire des progrès dans ce sens, elle accepterait volontiers de discuter le problème à la réunion des six et ne se retrancherait pas derrière la question de la non-représentation de la Chine communiste.

M. GRAYDON: Elle se tient à distance.

L'hon. M. PEARSON: Elle a empêché le fonctionnement de cette Organisation et c'est à cela qu'on peut juger de sa sincérité.

Le PRÉSIDENT: Monsieur le Ministre, qu'est-ce qu'on entend par cette inspection périodique; est-ce une question de jours, d'heures, de mois ou de semaines? La lui a-t-on expliqué?

L'hon. M. PEARSON: On a expliqué par le détail à l'U.R.S.S. lors de trois petites réunions secrètes, ce que nous entendions au juste par inspection suffisante, de sorte qu'elle ne pouvait entretenir aucun doute à cet égard; mais elle ne nous a pas indiqué ce qu'elle entendait par là, ce que nous avons espéré qu'elle ferait, et cela ne peut s'accomplir tant que nous ne l'aurons pas fait revenir à ces réunions.

M. FLEMING: La presse a rapporté la déclaration de M. Vishinsky après la séance au cours de laquelle il a prononcé son discours sur l'emploi de l'énergie atomique, de l'inspection et le reste, et l'on a prétendu que les journaux ne l'avaient pas intégralement reproduite; en fait, certains prétendent qu'il a apporté des changements au compte rendu sténographique de son discours.

L'hon. M. PEARSON: Je doute que M. Vishinsky ait fait cela. Les journaux moscovites ont apporté certains changements au compte rendu officiel de son discours; ils ont omis ses envolées oratoires les plus hautement fantaisistes.